

La piste brouillée des Cangaceiros dans la pampa sociale



Par Léopold Roc

Entre 1985 et 1990, le groupe Os Cangaceiros acquit une certaine réputation, grâce à quelques actions retentissantes menées en France. Aujourd'hui que les Cangaceiros appartiennent au passé, ces actions méritent probablement d'être rappelées ou plutôt les leçons et les critiques qui ont pu en être tirées. Toutefois, les commentaires qui suivent ne cherchent pas à susciter l'admiration, pas plus que le mépris: je pense seulement qu'ils peuvent être de quelque utilité à d'autres désirant s'engager dans la dissidence pratique, quelle qu'en soit la forme. (1)

Rédaction en anglais:

Mai 1995

Traduction en français:

Juin 2000



LES DIFFÉRENTS SABOTAGES auxquels nous nous sommes livrés avaient pour but de montrer qu'une poignée de gens déterminés pouvaient agir plus efficacement que par les habituels tracts, lorsqu'il s'agissait d'exprimer le mécontentement et la solidarité. En 1985, l'idée consistait à répercuter vers l'extérieur les revendications des prisonniers formulées pendant les émeutes de l'époque, en perturbant le trafic ferroviaire sur une large échelle. Le blocage des autoroutes et des lignes de chemins de fer est pratiqué depuis longtemps dans les luttes ouvrières en France. En utilisant les mêmes moyens, nous voulions souligner que la révolte des prisonniers était aussi légitime que les autres luttes sociales : comme les ouvriers se mettent en grève pour augmenter leur salaire, les prisonniers déclenchent des émeutes pour obtenir des réductions de peine (dans les deux cas, l'enjeu est évidemment plus important que les revendications qui sont faites). Pas la peine de dire que l'Etat et les médias ont joué l'ignorance, fustigeant les terroristes qui soutiennent les criminels (ou l'inverse). Néanmoins, cette manifestation de solidarité fut bien reçue à l'intérieur des murs et par pas mal de gens à l'extérieur. En rapportant nos actions, la presse devait mentionner les revendications des prisonniers, contribuant ainsi à les faire plus largement connaître. Il faut également dire que, en dépit des accusations délirantes de terrorisme, les quatre personnes qui ont été ensuite poursuivies pour ces actions ont, en fin de compte, écopé de peines relativement modérées, grâce à une campagne de soutien locale qui a pris le contre-pied du terrain « terroriste ».

QUOIQUE NOUS NE SOUHAITIONS PAS reproduire indéfiniment cette forme d'action particulière et passer tout notre temps sur le ballast, nous y avons encore recouru en février 1986, cette fois-ci pour soutenir Abdelkarim Khalki, qui avait fait preuve d'un grand sens de l'amitié et de l'humanité en essayant de libérer ses camarades, Courtois et Thiollet, à l'occasion de leur procès. La tentative avait échoué après 63 heures de prise d'otage de la cour, du jury et des journalistes, durant laquelle le trio était parvenu à « juger ses juges », le système judiciaire et la société en direct à la télévision à une heure de grande écoute. Par la suite, Khalki se mit en grève de la faim pour demander au ministre de l'Intérieur de respecter la promesse qui lui avait été faite de le laisser sortir en échange de la reddition de Thiollet et Courtois. Ainsi, un matin, des milliers de Parisiens eurent une bonne excuse pour arriver en retard à leur travail car nous avons paralysé pratiquement tout le réseau du métro pendant plus d'une

heure (simplement en lançant des objets lourds sur les rails et en sectionnant les câbles principaux). Des affiches placardées à l'intérieur et à l'extérieur des stations expliquaient la situation de Khalki et ses revendications. Une fois de plus, cette action contraignit la presse à mentionner la grève de la faim de Khalki, qu'elle avait jusqu'alors passée sous silence. Evidemment, le gouvernement n'a jamais tenu sa promesse et Khalki s'est vu infliger une lourde peine. Comme il était écrit sur notre affiche: « Que peut-on attendre de l'Etat, à part des coups et des mensonges ? »

LES SÉRIES D' ACTIONS que nous avons menées en 1989-1990 furent basées sur une perspective différente. Cette fois-ci, il ne s'agissait pas de répondre directement à une révolte qui venait de se produire (2), mais de s'opposer, d'une manière ou d'une autre, au projet de construction de nouvelles prisons. Cela impliquait que nous déciderions nous-mêmes du rythme et des moyens qui nous paraîtraient les plus appropriés. Mis à part les raisons évidentes pour lesquelles on peut se sentir excédé à l'idée de la construction de 13 000 nouvelles cages, nous avons aussi des motifs personnels de ressentiment: au cours de l'année précédente, nous avons fait l'objet de tracasseries permanentes de la part de la police, qui essayait de liquider les Cangaceiros avec aussi peu de publicité que possible, et nous étions constamment recherchés. Il n'était pas exagéré d'affirmer que ces prisons allaient être aussi construites pour nous. « La meilleure défense, c'est l'attaque », et nous pensions que si nous devions aller en taule, autant que ce soit pour quelque chose qui en vaille la peine. Mais, à ce moment-là, ce sentiment d'urgence angoissé a aussi joué un rôle nuisible sur l'ensemble de l'affaire en cours, comme d'ailleurs le désir de nuire, nécessaire à toutes sortes d'activités subversives, tend à verser dans l'obsession névrotique de l'action couronnée de succès.

LE RAPPORT FINAL que nous avons publié sur cette campagne peut laisser l'impression décevante de la facilité. Et pourtant, pendant plus d'un an, nous nous sommes heurtés à de nombreux murs dans les administrations et les sociétés privées, les chantiers de construction et la recherche d'informations secrètes, avec l'impression que nos sabotages n'étaient que de simples coups d'épingle assés à la machine monstrueuse. Dans ce genre de situation, la première réaction est d'en rajouter au niveau des objectifs, ce qui peut mener à l'escalade dangereuse (c'est-à-dire incontrôlée). De plus, le fonctionnement à long terme d'activités de type commando tend à produire sa propre logique « militaire » qui empêche le recul et la réflexion autocritique, les moyens deve-

nant des fins. (3) Aussi anti-hiérarchique qu'ait pu être le groupe, il devenait évident pour chacun qu'il perdait quelque peu l'initiative. Et il nous a fallu du temps pour réaliser que nous avions une carte plus efficace et plus simple à jouer, en faisant circuler largement les plans secrets et les documents que nous avions réussis à nous procurer. Il ne s'agissait pas alors d'un simple changement de tactique et je voudrais mettre l'accent sur des considérations plus générales à ce sujet.

LA PREMIÈRE CONCERNE LE RAPPORT AUX MÉDIAS. Le type d'actions de sabotage auxquelles nous nous sommes livrés entre 1985 et 1986 dépendaient très largement de leur couverture médiatique. Indépendamment du mépris qu'ils inspirent, leur publicité paraît nécessaire: que valent les actions de solidarité si elles ne sont pas portées à la connaissance de ceux auxquels elles sont destinées? Et c'est ainsi que l'on capitule devant leur pouvoir, pouvoir de vous calomnier, de vous faire enchérir sur des actions afin de provoquer la répression, de ne rien dire sur vous ni de répercuter vos actes. En 1990-1991, la presse avait visiblement reçu pour consigne de faire le black-out sur nos actions: même la presse locale, qui ne manque pourtant jamais de commenter le moindre fait divers, ne publia pas la moindre ligne sur l'agence de sécurité que nous avions quasiment réduite en cendres ou sur l'architecte des prisons auquel nous avions cassé la figure dans l'une des rues de Paris.

AVEC LA DISTRIBUTION DU DOSSIER NOMMÉ « 13 000 BELLES », nous avons renversé les données du problème. Avant que les médias apprennent quoi que ce soit, des dizaines de milliers de personnes en étaient déjà informées. Par exemple, nous l'avons envoyé à tous les cafés situés dans les villes où de nouvelles prisons devaient être construites, et nos espions nous rapportèrent que cela alimenta les discussions pendant toute la journée. Selon un journal local, une retraitée horrifiée s'est précipitée à sa mairie pour y demander s'il était vrai que les prisonniers pouvaient s'échapper par les murs sabotés des prisons. Elle leur tendit le courrier qu'elle avait reçu, ils en firent la copie («les photocopies tournèrent beaucoup ce jour-là», d'après les dires de journalistes), puis la transmirent à leur tour aux autorités supérieures, et ainsi de suite. Si bien que les journalistes durent se précipiter pour obtenir copie du dossier. Puis, tout au long de la journée, les nouvelles continuèrent à circuler de la presse locale jusqu'aux agences de presse nationales, au point que l'un des fonctionnaires du gouvernement dût organiser une conférence de presse pour «rassurer le public» sur la dangerosité potentielle des documents rendus publics. Et, parce

que, cette fois-ci, nous n'avions pas eu besoin de la presse pour atteindre un large public, leurs comptes rendus furent plus consistants et plus exacts que d'habitude et, parfois, même drôles. *Le Figaro* publia en pleine page l'article intitulé « Evasion, mode d'emploi », dans lequel il reproduisait l'intégralité de notre lettre, l'autre article affirmant : « Ces Cangaceiros sont aussi romantiques que leurs prédécesseurs (sous-entendu les bandits sociaux brésiliens) et encore mieux organisés. » (!) Un présentateur de journal télévisé conclut : « On pourrait penser à une mauvaise plaisanterie, si ces personnes n'étaient pas déjà connues de la police »... Moralité : le meilleur usage des médias consiste à se débrouiller pour se passer d'eux (plutôt que d'être utilisés par eux). (4) Rendez-les inutiles et ils risquent de réagir comme un amplificateur de ce qui s'est passé sans leur assistance.

MAIS DERRIÈRE LA PROBLÉMATIQUE DES MÉDIAS, restent des questions plus substantielles. Plus nous nous efforcions de causer des dommages importants au programme carcéral, plus grandissait parmi nous le sentiment désagréable que nous étions en train d'être engagés dans quelque corps à corps avec l'Etat, défi qui, en tant que tel, était évidemment perdu d'avance. Nous étions les derniers des Mohicans, tentant le dernier assaut désespéré contre les visages pâles. Finalement, il était de peu d'importance que les médias rendent compte de cette lutte ou non, et de savoir s'il émergerait du public de la sympathie ou du mépris : de toute façon, le « public » ne pouvait rien faire d'autre que rester public de spectateurs, observant les choses de loin. Nous ne nous sommes jamais considérés comme avant-garde sacrifiée et, pourtant, nous nous sentions confinés malgré nous dans cette situation où nos « bonnes intentions » étaient de peu d'utilité. La décision de distribuer des plans de prison permettait d'effectuer quelques percées, dans la mesure où elle faisait appel, non aux spectateurs, mais aux complices potentiels qui pourraient eux-mêmes relayer notre initiative et la mener plus loin. Et cela fonctionna très bien. Même si des prisonniers ont sans doute pris connaissance du dossier et en furent enthousiasmés, nous ne savons pas s'il sert actuellement à des détenus qui veulent s'échapper (mais à chaque fois qu'il y a eu des troubles dans l'une de ces prisons depuis cette date, la presse n'a jamais manqué de rappeler l'existence de ces documents en cavale). En tout cas, il est certain que le côté drôle, qui consiste à détenir des documents interdits et à les transmettre furtivement à quelqu'un d'autre, a contribué à leur large diffusion. Même les gens qui ne nous aiment pas particulièrement apprécièrent le tour que nous avons joué à l'Etat. Pourtant, le succès final démentit aussi notre première perspective et,

indépendamment de notre joie de l'avoir mise à exécution, l'entreprise nous laissa complètement exténués.

POUR EN REVENIR AU CARACTÈRE ALIÉNANT de la vie clandestine à long terme : la tactique de la police à notre égard le montre particulièrement bien. Comme je l'ai déjà dit, elle avait d'abord misé sur la répression, sérieuse, assortie probablement de quelque procès spectaculaire avec fabrication de preuves à l'appui ; il semble également qu'elle ait tenté de nous infiltrer afin de nous inciter à poser des bombes. (5) Mais son principal objectif, au fil des années, aura été de nous isoler, en procédant au harcèlement constant de nos alliés potentiels. En février 1991, le scandale des « 13 000 Belles » fut suivi de rafles médiatisées dans plusieurs villes ; vingt-cinq personnes furent interrogées, leurs appartements fouillés et le journal *Mordicus*, qui avait reproduit des extraits de notre dossier, menacé d'actions légales. Depuis qu'il s'était débarrassé d'Action directe en 1987, l'Etat français cherchait quelque ennemi intérieur officiel et nous étions probablement en tête de liste pour jouer le rôle. C'est l'une des bases élémentaires de la psychologie policière que de considérer que plus tel individu ou tel groupe est coupé du reste de la société et plus il y a des chances pour qu'il augmente son niveau de violence, ce qui, en retour, contribue à l'isoler encore plus. Le black-out médiatique sur nos actions contre les nouvelles prisons poursuivait sans aucun doute cet objectif. Et il faut reconnaître que nous étions exposés à ce risque. Nous pensions avoir fait une fois pour toutes la critique du terrorisme car nous n'avions jamais manqué l'occasion d'exprimer notre mépris pour AD, la RAF, les BR et tous les autres et parce que nous refusions d'utiliser des armes et des bombes (« Nos moyens d'action sont ceux utilisés par n'importe quel prolétaire : le sabotage et le vandalisme. ») Et pourtant, cela faisait l'impasse sur ce point essentiel : dans un contexte de régression sociale, un groupe de gens qui se met en avant en affirmant sa révolte violente peut facilement être stigmatisé, puis isolé et entraîné sur le terrain de l'ennemi – la prison est dans votre tête, inconsciemment, vous finissez par façonner votre comportement et vos pensées sur les siennes –, et c'est là sa première victoire.

CETTE CONTRADICTION ÉTAIT ÉGALEMENT PRÉSENTE dans la partie la moins publique de notre activité, je veux parler du vol organisé, « la reprise » comme l'appelaient les anarchistes illégalistes de la fin du XIX^e siècle. « Ne travaillez jamais » : nous n'avons jamais considéré cela comme relevant du slogan poétique, mais comme programme immédiat. Evidemment, le vol est aussi, à bien des égards, du travail, mais pour lequel la répartition des tâches, l'organi-

sation et les résultats vous appartiennent. Vivre en combat permanent affine des talents précieux et finalement – si vous en sortez vainqueur ! – vous avez le plaisir d’avoir contrecarré le destin qui vous avait été attribué. En outre, comme Woody Allen le montre dans *Prends l’oseille et tire-toi !*, le rythme de travail est calme, on rencontre des gens intéressants et la paie est bonne... Bien entendu, notre but n’était ni de dilapider notre fric dans des voitures de sport, des hôtels de luxe et du champagne (même si nous n’avons rien contre les produits de luxe !), ni d’accumuler du capital pour quelque affaire spéculative. Même lorsque nous parvenions collectivement à mettre la main sur quelque joli paquet, l’important pour nous était de lui trouver l’usage collectif qui satisfasse nos aspirations sociales. Aussi, parce que nous voulions rompre avec le discours radical abstrait, dont on ne sait jamais qui le prononce, nous souhaitions nous exprimer sur la base de notre position concrète dans ce monde : en tant que délinquants. De ce point de vue, nous mesurons la distance qui nous sépareit des anciens anarcho-illégalistes en Espagne et ailleurs, qui appartenaient à des communautés réelles et dont les vols étaient communément considérés comme faisant partie intégrante des luttes sociales en cours. Durruti se serait senti insulté de se faire traiter de bandit par la presse ; c’était un prolétaire parmi d’autres prolétaires et il se reconnaissait lui-même comme tel. (6) Il va sans dire que les choses sont aujourd’hui totalement différentes puisque les communautés de lutte et les traditions sociales ont été pratiquement toutes détruites. Evidemment, l’argent dont nous nous étions emparés a permis un plus haut niveau de solidarité et de générosité – sans laquelle, par exemple, l’expérience de notre amie Andréa n’aurait pas pu être possible. Et pourtant, qu’étions-nous à cet égard ? Un groupe isolé parmi des individus isolés. Nous avons eu beaucoup de discussions sur l’utilisation dadaïste de l’argent, sur la socialisation et la manière de faire face à la nécessité de l’argent qui ne nous ont mené nulle part. Pas parce que l’idée était fausse – je suis toujours convaincu que toute tentative d’opposition à la désintégration sociale doit se saisir de la question financière de quelque façon que se soit –, mais parce que sa mise en œuvre nécessite des bases plus larges qu’une douzaine d’irréguliers cachés.

LE FAIT EST QUE NOUS NE SOMMES JAMAIS ARRIVÉS au terme de nos aspirations subjectives : à côté de notre volonté de contribuer à quelque nouvelle vague de dissidence sociale – objectif à long terme sans oubli des médiations appropriées –, il y avait aussi cette pulsion brute recherchant la vengeance immédiate qui nous démangeait. Je ne souhaite pas le moins du monde m’opposer au principe de la vengeance, bravade spectaculaire qui ne se soucie pas

des conséquences – l'une des ces démonstrations d'humanité qui ne nécessite pas plus ample explication et qui ne manque jamais de provoquer la reconnaissance « clandestine ». (7) Ainsi, pour autant que cela concernait les actions contre les prisons, la vue de ces architectes traçant avec attention les plans de cage pour les êtres humains, les petits entrepreneurs se frottant les mains à la perspective du profit qu'ils allaient en tirer et les laquais de l'Etat supervisant le tout, nous donna plus d'une fois l'envie de donner des réponses moins « symboliques ». Mais il semble que, aussi bizarre que cela puisse paraître, nous n'étions pas encore assez désespérés pour cela... (8)

C'EST SÛR, LA VIE QUOTIDIENNE en France (et en Europe) dans les années 80 laissait peu de place à l'optimisme. Mais nous devions apprécier cette situation de façon totalement fataliste, ce qui, en retour, encouragea le volontarisme exacerbé en ce qui concerne notre propre combat. Ainsi, il est significatif que, quoique nous ne nous soyons jamais considérés nous-mêmes comme des activistes spécialisés dans la lutte contre les prisons, toutes nos actions étaient néanmoins focalisées sur elles, comme si toute perspective était désormais bouchée par leurs murs. (9) Et je ne pense pas que nous avons été les seuls à nous plaindre seulement du reflux de la marée révolutionnaire des années 70 sans nous poser la question de savoir si les conceptions et pratiques « radicales » que nous étions encore en train de charrier n'étaient pas aussi à blâmer pour cette situation.

SPÉCIALEMENT PARCE QUE J'AI ÉCRIT pour des lecteurs anglophones, je pense que ces commentaires peuvent être facilement pris par quelques-uns comme la confirmation de leurs propres vieilles positions individualistes qui, a priori, déqualifie n'importe quel type de tentative collective comme « terrain propice au pouvoir hiérarchique », « aliénation de l'individu au groupe », etc. Je pense encore que ce type de critique est hors de propos. Il est assez vrai que, dès que des individus joignent leurs forces pour quelque but à long terme, il y a le risque que des conflits de pouvoir apparaissent, que des rôles spécialisés se coagulent, que des phénomènes émotionnels soient cachés derrière des voiles « d'objectivité » et Os Cangaceiros n'était pas exempt de tout cela. Mais ce n'est pas une raison pour rester assis et pour attendre que la « révolution » résolve magiquement de tels problèmes : ils existent, n'importe comment, et ils font partie de l'expérience propre à l'activité collective, à partir de laquelle on peut tirer les leçons valables. La véritable question est de rechercher et de maintenir le niveau suffisant de fluidité entre le groupe et son environnement social.

Faute de quoi, le groupe tend à suivre sa logique séparé et à revenir sa propre finalité, sorte d'autisme qui, en retour, exacerbe les conflits « interpersonnels ».

PENDANT TOUTES CES ANNÉES, nous avons été obsédés par l'idée de créer quelque scandale énorme, quelque chose dans la tradition dadaïste-surréaliste-situationniste, acte ponctuel et spectaculaire qui exprimerait la négativité latente qui minerait souterrainement la société et, on ne sait trop comment, les « 13 000 Belles » le furent. Maintenant, nous expérimentons les limites de cette conception. La principale faiblesse de l'agitation post-68 a été son incapacité à créer des brèches durables dans la cohérence de la société, la construction patiente de liens sociaux à travers des médiations et des initiatives variées. L'attitude « radicale » se confine trop souvent dans la dénonciation pure de la société à travers toutes ses activités particulières et finies, au lieu d'agir de façon nouvelle sur des terrains définis. Ce qui occupa le devant de la scène, ce furent les habituels commentaires extérieures sur les luttes (souvent accompagnés de la posture « nous connaissons déjà la fin du film ») ou, de façon moins passive, des actions éclairs qui sont incapables d'impulser des dynamiques à long terme. Cela a pu paraître pertinent dans des conditions où la situation révolutionnaire semblait à portée de main (pas de temps à perdre, Mai 68 ou rien). Ce n'est plus le cas. Et parce que Os Cangaceiros a poussé à ses extrêmes limites cette conception, la vivant comme défi total, nous ressentions de façon particulièrement aiguë qu'elle devait seulement nous conduire au cul-de-sac radical. Navigateurs solitaires dans une mer troublée...

NULLE AMERTUME ICI. Ce fut une aventure à une époque où les aventures sont plutôt rares. Et, heureusement, contrairement au sort de la plupart des groupes illégalistes, cela ne finit pas en déroute tragique (et ce qui ne vous tue pas vous rend plus fort). Mais parce que ce fut seulement une aventure, il n'y a aucune raison particulière de continuer, sinon la volonté de ses protagonistes. Eventuellement, la seule chose avec laquelle les Cangaceiros pourraient être d'accord, c'est sur le fait que pareille association n'est plus désirable et que chacun suive son propre chemin, essayant de poser en pratique ce qu'il peut reprendre de cette histoire. Je laisse la question ouverte de savoir si cette expérience fut seulement l'une des manifestations retardées du radicalisme post-68 et si elle a porté les germes de quelque chose de neuf à venir. ●

Notes

(1) Ce texte reflète mon point de vue personnel sur le sujet : bien qu'en partie il provienne d'une réflexion collective, il est probable que d'ex-protagonistes ne partagent pas mon avis.

(2) Même si, évidemment, nous considérons ces actes comme faisant partie intégrante des luttes de prisonniers en cours. La situation avait changé depuis 1985, grâce à de nombreux groupes et individus agissant à l'intérieur et à l'extérieur des murs. Au-delà des explosions sporadiques, un mouvement commençait à se structurer (par exemple des grèves de prisonniers au niveau national, des comités de lutte de prisonniers, du soutien public lors de la comparution des détenus au tribunal pour rébellion). D'excellents textes critiques furent aussi publiés dans des revues de prisonniers clandestines. Le mouvement semble aujourd'hui avoir disparu.

(3) Par exemple, selon l'un d'eux, les mineurs les plus militants du Yorkshire ont fait l'expérience pendant la grève de 1984-1985 : ils étaient tellement absorbés par l'organisation quotidienne des piquets volants et des actions de commando qu'ils n'avaient plus le temps de discuter de la perspective générale qui était en jeu (dans l'armée, seuls les généraux ont autorité pour parler stratégie). Cependant, les femmes de mineurs qui se retrouvaient à la cuisine pour préparer les repas avaient, elles, plus de temps et de possibilités pour se livrer à des réflexions plus approfondies.

(4) Un bon exemple est représenté par ces hackers qui envoient les données secrètes qu'ils dénichent au réseau Internet, donc à des millions d'utilisateurs potentiels, rendant toute censure impossible.

(5) D'après les déclarations publiées dans *Le Figaro* de novembre 1990, que nous avions toutes les raisons de prendre au sérieux. Dès l'année 1983, un certain X. Raufer écrivit un livre sur la « violence sociale » où il nous stigmatisait comme « un groupe semi-intellectuel aigris et pressés d'attiser les flammes partout où un incendie survient ». Lorsque les opérations de police furent lancées contre nous, Raufer était conseiller personnel à la sécurité au cabinet du ministre de l'Intérieur, Pasqua, qui avait un jour déclaré : « Nous terroriserons les terroristes. »

(6) Les choses étaient différentes pour les « bandits tragiques » comme la bande à Bonnot, qui défiaient la société sur la base désespérée « Vivre vite, mourir jeune », ce qui était manifestement lucide si l'on tient compte du déclenchement de la première boucherie mondiale peu de temps après.

(7) Le meilleur exemple de cela en France est encore Jacques Mesrine.

(8) En octobre 1994, en rapportant que deux jeunes anarchistes avaient blessé mortellement deux flics et un chauffeur de taxi à Paris, un magazine français mentionna Os Cangaceiros comme un autre exemple de « dangereux anarchistes nihilistes ».

(9) Il est clair que je ne me dissocie du genre d'actions que nous avons menées ; ce que je pense, c'est que la perspective dans laquelle nous les avons placées était erronée. Maintenant, pour accompagner des mouvements en cours, les sabotages et le reste sont bien entendu les bienvenus...



EDITION JANVIER 2010